

Bulletin d'histoire politique

À propos du livre de Gilles Duguay, *Le triangle Québec-Ottawa-Paris. Récit d'un ancien ambassadeur canadien* (Septentrion, 2010)

Samy Mesli



Volume 20, Number 1, Fall 2011

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1055974ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1055974ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)
1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Mesli, S. (2011). Review of [À propos du livre de Gilles Duguay, *Le triangle Québec-Ottawa-Paris. Récit d'un ancien ambassadeur canadien* (Septentrion, 2010)]. *Bulletin d'histoire politique*, 20(1), 197–199.
<https://doi.org/10.7202/1055974ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2011

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

À propos du livre de Gilles Duguay,
*Le triangle Québec-Ottawa-Paris. Récit
 d'un ancien ambassadeur canadien*
 (Septentrion, 2010)

SAMY MESLI
Docteur en histoire

Le livre de Gilles Duguay, publié aux Éditions Septentrion, propose un remarquable survol historique de trois siècles de relations entre la France et le Canada. Cette étude, de quelque 600 pages, nous replonge dans les coulisses du triangle diplomatique Paris-Québec-Ottawa, et présente les principaux acteurs qui ont marqué le développement des rapports « privilégiés » qu'entretiennent la France et le Québec. Ainsi, grâce à l'indéfectible soutien des autorités françaises depuis Charles de Gaulle, « le Québec a réussi à se définir et à se présenter à la face du monde, de façon sincère, imaginative et démocratique, sans pour autant mettre en cause l'unité canadienne » (p. 10).

Ce livre pourrait être divisé en trois parties, d'une longueur certes inégale. Les sept premiers chapitres s'intéressent aux liens qui se sont tissés depuis le ^{xix}^e siècle. L'auteur retrace le parcours de plusieurs intellectuels, comme Julie et Hector Bossange, Amable Berthelot, qui séjournent dans l'Hexagone. Quant au chef du mouvement des Patriotes, Louis-Joseph Papineau, il profite de son exil à Paris pour consulter, à la Bibliothèque nationale, les collections d'archives de la Nouvelle-France. À son retour au Canada, en 1845, Papineau collabore avec François-Xavier Garneau et lui donne accès à son travail de recherche, afin de l'aider à documenter le deuxième volume de son *Histoire du Canada depuis sa découverte jusqu'à nos jours*. (p. 54).

Cette période voit également l'instauration de rapports officiels, avec l'ouverture, en 1859, du Consulat général de France à Québec. En 1882, le

premier ministre Châteauguay nomme Hector Fabre au poste d'«Agent général du Québec» à Paris. Journaliste, fondateur des revues *l'Événement* et *Paris-Canada*, Fabre, qui a siégé quelques mois au Sénat canadien, est un personnage singulier. Une fois dans l'Hexagone, il reçoit également le mandat de représenter le gouvernement fédéral, et s'acquitte parfaitement de sa tâche: «avec des moyens limités, presque livré à lui-même, il a réussi à incarner un futur pays souverain, de façon remarquable à Paris», (p. 94), tant et si bien que «Fabre a été auréolé d'une véritable légende, de son vivant et depuis sa disparition», écrit Duguay.

Même s'il existe des sources de déception pour les dirigeants, comme l'atonie des échanges économiques, les activités d'Hector Fabre et de son successeur, Philippe Roy, attestent du renforcement des liens entre les deux rives de l'Atlantique au tournant du ^{xx}e siècle. Notons d'ailleurs que ce chapitre de l'histoire des relations franco-canadiennes, longtemps négligé, a suscité un regain d'intérêt chez les chercheurs au cours des derniers mois, avec la parution, sous l'égide de la Commission franco-québécoise sur les lieux de mémoire communs, d'un ouvrage sur l'histoire du Consulat général de France, *150 de relations France-Québec*. En septembre 2010, un remarquable colloque, dirigé notamment par les historiens Robert Comeau, Ivan Carel, Jean Lamarre et Gérard Fabre, est venu souligner le centenaire de la disparition d'Hector Fabre. Cette rencontre a permis de jeter un regard neuf sur la vie du diplomate, tout en soulignant l'ampleur des échanges culturels entre la France et le Québec durant cette période. Deux publications verront le jour à l'automne 2011.

La deuxième partie du livre, des chapitres 8 à 22, couvre la seconde moitié du ^{xx}e siècle. On y dresse, tout d'abord, le portrait des diplomates canadiens de l'après-guerre, Georges Vanier, Jean Dézy et Pierre Dupuy. La figure dominante de cette période est bien sûr le général de Gaulle, qui travaille, «dès le début des années 1960, dans la perspective d'un Québec libre» (p. 234). Les préparatifs du voyage du président français au Québec en 1967, sont évoqués, de même que la «guerre ouverte» qui s'ouvre, un an plus tard, entre Paris et Ottawa, alors que le gouvernement Johnson est invité à la Conférence de Libreville.

L'intérêt de cette partie provient de la personnalité même de l'auteur, qui a longtemps œuvré au sein de la diplomatie canadienne: plusieurs fois en poste à Paris, ambassadeur au Maroc et au Cameroun, Gilles Duguay a commencé sa carrière au ministère des Affaires extérieures en prenant part à la *task force* mise sur pied par Ottawa pour contrôler les relations du Québec avec la France et les pays africains: chaque semaine, ce groupe de travail remettait un rapport au secrétaire d'État Paul Martin et au premier ministre Pearson, et informait toutes les missions diplomatiques qui participaient à la «mise en œuvre de la contre-offensive fédérale» (p. 296).

Acteur et témoin privilégié des tensions au sein du triangle Paris-Québec-Ottawa, Duguay revient sur quelques faits méconnus, comme la mission effectuée au Niger en décembre 1968 par Paul Martin et Michel de Goumois en vue d'assurer la présence du Canada à la conférence fondatrice de l'ACCT (p. 317), et l'opposition d'Ottawa à l'ouverture d'une Délégation générale du Québec à Dakar (p. 399). On apprend même qu'en 1984, le Canada avait été exclu de la commémoration du 40^e anniversaire du débarquement en Normandie. À Paris, Duguay et l'ambassadeur Michel Dupuy protestèrent auprès du ministre des Anciens combattants contre cet « oubli » qui portait atteinte à la dignité du peuple canadien, et dont la presse internationale ne manquerait pas de s'emparer pour « dénoncer une offensive contre le pays tout entier et ses partenaires de l'OTAN » (p. 436). Les autorités françaises corrigèrent la situation et invitèrent le premier ministre Trudeau aux cérémonies, évitant ainsi un grave incident diplomatique.

La troisième partie du livre débute avec la campagne référendaire de 1995, durant laquelle Paris a, une fois de plus, manifesté son soutien au Québec. Cette situation n'empêche toutefois pas la « réconciliation France-Canada », amorcée en 1984 par Mitterrand et Mulroney, de se poursuivre : le président Chirac et Jean Chrétien nouent d'excellentes relations, renforcées d'ailleurs par leur refus commun de s'engager en Irak. À Québec, le gouvernement Charest peut se targuer de plusieurs avancées importantes dans le domaine international, notamment l'obtention d'un siège au sein de la délégation canadienne à l'UNESCO. Et malgré la polémique déclenchée par les propos du président Sarkozy lors de passage au Québec en 2008, la relation franco-québécoise reste toujours aussi forte : en témoigne la signature de l'accord sur la reconnaissance des qualifications professionnelles, dont l'objectif est d'encourager la mobilité des jeunes travailleurs.

Au final, cet ouvrage offre une remarquable contribution à l'étude des relations franco-canadiennes. Duguay livre un récit précis et détaillé des événements qui ont ponctué l'évolution des rapports au sein du triangle diplomatique. Quoique se réclamant d'allégeance fédéraliste, il démontre l'ampleur des efforts qui ont été déployés par le gouvernement canadien pour barrer la route au Québec dans le dossier de la Francophonie. Même si cette chronique se veut avant tout centrée sur la dimension politique, négligeant en cela les échanges culturels et les retombées de la coopération franco-québécoise, elle complète parfaitement les travaux publiés sur cette période, par Claude Morin, Frédéric Bastien et Robin Gendron. La principale critique de cet ouvrage tient, finalement, plus à la forme qu'au fond, et l'on ne peut que regretter que l'auteur, qui présente de nombreuses citations, n'ait pas utilisé de notes de bas de page pour mentionner ses sources, privant en cela le lecteur d'informations fort utiles pour compléter ses recherches.